



Le 23 Janvier 2026

# **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

## **Remplacement des châssis du Bâtiment Désandrouin et désamiantage**

### **Lot Menuiseries Extérieures**

**Centre Hospitalier de Valenciennes**

**Pôle Services**

**Département Patrimoine**

**Avenue Désandrouin, BP 479**

**59300 VALENCIENNES**

**Tél: 03.27.14. 33.27**



**CENTRE HOSPITALIER  
DE VALENCIENNES**



## 1. Présentation du projet

Le bâtiment concerné par les travaux est une construction des années 1940. Il se compose d'une partie centrale en briques orangées à laquelle ont été ajoutées les ailes annexes en matériaux divers et variés.

Ce bâtiment est occupé par la Direction Générale du Centre Hospitalier, par des services de soins, ainsi que par des services publics.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, dans un souci de maintenance globale et d'amélioration des performances énergétiques, souhaite réaliser le remplacement des châssis de ce bâtiment.

Les travaux étant situés en site patrimonial remarquable, l'ensemble des ouvrages devra être strictement conforme aux prescriptions issues de la déclaration préalable et aux avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Aucun écart de teinte, de profil, de mode de pose ou de finition ne sera admis sans accord écrit préalable de la maîtrise d'ouvrage.

Le bâtiment aujourd'hui majoritairement occupé sera en service pendant toute la durée des travaux. Les locaux sont occupés en partie par des bureaux administratifs, mais aussi par des services d'accueil de patient à la journée. Une planification des travaux pour le remplacement des châssis sera à prévoir.

## 2. Description des travaux

### 2.1. Généralités

Le titulaire du présent devra se conformer aux éléments décrits dans la déclaration travaux jointe et conformément à la nomenclature jointe. Néanmoins il sera nécessaire à l'entreprise d'effectuer un relevé sur site pour confirmer les dimensions et confirmer les décompositions de châssis, ainsi que la présence ou non de garde-corps.

Si toute fois une seule lisse de garde-corps n'est pas suffisant, il conviendra que le titulaire du présent lot en installe une seconde.

L'ensemble des châssis démontés devront entrer dans le cadre d'une réinsertion par le biais d'une filiale spécialisée. Il sera demandé au titulaire du présent lot de fournir l'ensemble des bordereaux de suivi.

Le bâtiment restant occupé pendant toute la durée des travaux, le titulaire devra organiser ses interventions de manière à garantir la continuité de service et la sécurité des usagers.

Les travaux devront être réalisés par zones clairement définies et validées par la maîtrise d'ouvrage. Aucun local ne devra rester hors d'air ou hors d'eau en dehors des plages d'intervention autorisées.

Les interventions générant des nuisances (bruit, poussières, odeurs) devront faire l'objet d'une planification spécifique validée préalablement.

### 2.2. Désamiantage

Le présent lot comprend l'ensemble des prestations de dépose des menuiseries existantes, y compris les opérations de confinement, de retrait, de conditionnement, de transport et d'élimination des matériaux contenant de l'amiante, conformément aux diagnostics joints et à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra être titulaire d'une certification amiante en cours de validité, conforme aux dispositions réglementaires. Ou pourra sous-traiter cette partie à une entreprise titulaire des certifications réglementaires.

#### 2.2.1. Spécifications particulières

Le maître de l'ouvrage a fait établir les diagnostics « amiante » du bâtiment avant réalisation des travaux.

Ces diagnostics ont été établis par l'APAVE – 340, Avenue de la Marne - 59700 – MARCQ EN BAROEUL. Ces diagnostics sont joints au présent dossier d'appel d'offres suivant rapport n° 77025-152445A en date du 15/04/2024. L'entreprise est tenue d'en prendre connaissance et de se conformer aux prescriptions indiquées en ce qui concerne ses différentes interventions.



### 2.2.2. Qualification

Pour réaliser des travaux de confinement ou de retrait d'amiante, au sens de la présente section, les entreprises doivent pouvoir faire la preuve de leurs capacités dans ce domaine en fournissant un certificat attribué, le cas échéant, à titre probatoire, par un organisme certificateur de qualification, sur la base d'un référentiel technique.

Les travaux devront être obligatoirement effectués par du personnel qualifié « amiante » appartenant à l'entreprise titulaire. L'entreprise devra, par ailleurs, être en mesure de présenter des références de travaux vérifiables.

Depuis le 1er juillet 2012, le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante supprime la distinction entre amiante friable et amiante non friable. Cette suppression a les conséquences suivantes :

- Au 1er janvier 2014 : certification unique « amiante » du type Qualibat 15-52 (dont les éléments fondamentaux sont ceux de la certification « amiante friable »).
- Au 1er juillet 2014 : certification obligatoire pour les entreprises effectuant le retrait de l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis

### 2.2.3. Personnel de l'entreprise :

L'entrepreneur doit employer sur le chantier du présent lot :

- Du personnel apte médicalement, conformément aux exigences du décret 96-98 du 7 février 1996.
- Uniquement des personnels techniques compétents et expérimentés dans leur spécialité et aptes à utiliser des équipements de protection individuels.

L'employeur est tenu d'établir, pour chaque poste ou situation de travail exposant aux risques, une notice destinée à informer chaque travailleur concerné des risques auxquels ce travail peut l'exposer, des dispositions prises pour les éviter. Cette notice sera envoyée à l'inspection du travail. Il est rappelé que pour les activités de retrait de l'amiante, il ne peut être fait appel à des travailleurs de moins de 18 ans, et à des travailleurs intérimaires ou en CDD.

De plus, les travailleurs ne devront pas être employés dans le cadre de contrats d'insertion.

La liste des personnes habilitées à travailler en zone contaminée ainsi que les originaux des certificats médicaux et fiches d'aptitude (de moins d'un an) et des certificats de secouristes seront déposés dans la base vie de l'entreprise, ainsi que des photocopies des fiches de contrôle des masques utilisés (contrôle datant de moins d'un an).

### 2.2.4. Programmes des travaux :

Dès notification du marché, la phase préparatoire sera consacrée à :

- L'établissement du plan de retrait,
- L'établissement des documents réglementaires (ouverture de chantier et fourniture du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé dès réception du plan général de coordination),
- La mise en place des installations de chantier.

Le plan de retrait, établi 30 jours avant le démarrage des travaux conformément au décret 96-98 du 7 février 1996 modifié, décrira les équipements et les procédures de décontamination du site.

Ce plan comprendra les informations suivantes :

- La localisation et la description du site, qui fera apparaître le découpage prévu pour les travaux,
- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels utilisés, notamment en matière de sécurité ainsi que des photocopies des fiches de contrôle des masques utilisés (contrôle datant de moins d'un an),
- La liste des personnels susceptibles de travailler en zone contaminée ainsi que les copies de leur habilitation médicale en cours de validité (de moins d'un an),
- La liste des personnels secouristes susceptibles de travailler en zone contaminée ainsi que les copies de leurs certificats,
- La localisation des confinements, des sas,
- La localisation des entrées d'air, des unités déprimogènes, des équipements
- Le bilan aérodynamique prévisionnel des zones confinées maintenues en dépression en donnant avant le démarrage des travaux :
  - o Les débits d'air rentrant par le sas, par les entrées auxiliaires
  - o Les débits d'air extrait par unités déprimogènes
  - o Les bases du calcul seront :
    - Dépression dans le confinement (15 pascals minimum)
    - Taux de renouvellement d'air dans le confinement de 60 m<sup>3</sup>/h par personne dans tous les cas.
- Le PPSPS,



- Un certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante émis par l'exploitant du centre d'élimination retenu en fonction de la filière choisie. Ce certificat précisera la nature des MCA et des autres déchets à éliminer, les volumes et poids estimés, les types de conditionnements et leurs dimensions.
- Une analyse de risques et de campagnes de mesures.
- Une estimation de la quantité de matériaux à éliminer,
- Les procédures d'hygiène et de sécurité,
- Les équipements et les vêtements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs,
- Le matériel utilisé sur le chantier (calfeutrement, système de ventilation, etc.),
- Les procédures et méthodes de travail à respecter,
- La nature et la durée probable des travaux,
- Les modes de transport et d'élimination des déchets.

Ce plan sera soumis à l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Médecin du Travail. Il sera transmis sous sa forme finale à l'Inspecteur du Travail, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM) et à l'OPPBTP. Dès l'accord de l'inspection du travail et des organismes de prévention, les travaux de confinement et de désamiantage pourront alors commencer.

#### 2.2.5. Objectif de résultat

L'entreprise a obligation de résultat pour une restitution des bâtiments dans les conditions prévues à l'article 10 de l'arrêté du 14 mai 1996 et article 7 du décret 96-97 du 07 février 1996.

Une analyse libératoire sera réalisée dans chaque zone d'intervention, sous forme de prélèvement d'air pour comptage des fibres par méthode MET (selon norme NFX 43-050), réalisé par un laboratoire agréé et suivant la nouvelle réglementation effective à partir du 01 juillet 2015.

Dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint, les travaux de nettoyage fins, associés à un traitement d'air approprié devront être reconduits, après accord du maître d'œuvre sur la méthodologie, jusqu'à obtention du seuil contractuel. Les travaux et analyses associés seront à la charge de l'entreprise.

#### 2.2.6. Contrôles et mesures :

Des analyses et des mesures permettent de vérifier le respect des objectifs précités. Les coûts inhérents à ces analyses et mesures devront être inclus dans le montant global de la prestation de l'entreprise.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire réaliser, pendant la durée du chantier, des contrôles contradictoires. Si les valeurs trouvées lors de ces contrôles contradictoires étaient trop différentes des valeurs fournies par l'entreprise, de nouveaux contrôles des points litigieux seraient commandés à la charge de l'entreprise.

#### 2.2.7. Cartographie et balisage du chantier :

Les intervenants présents sur un chantier d'amiante doivent connaître, à tout moment, le niveau de contamination par des fibres d'amiante de la zone où ils se trouvent afin d'adapter leur comportement en matière de sécurité et de protection de la santé.

La phase de préparation du chantier nécessitera de connaître avec précision la nature des matériaux à déposer, leur emplacement, leur composition et leur état initial de conservation. Cette étape nécessitera donc d'effectuer un ou plusieurs prélèvements atmosphériques. Les résultats obtenus permettront d'évaluer le niveau de préparation préalable à la réalisation du confinement lui-même et la contamination éventuelle des locaux.

Des contrôles libératoires seront prévus en fin de travaux. Ceux-ci seront prévus par zone de confinement avant enlèvement des sas de confinement.

Si le résultat du contrôle indique une valeur inférieure à la valeur réglementaire de 5 fibres/litre, le confinement sera alors démonté. Sinon, les contrôles suivants seront réalisés aux frais de l'entreprise, après nettoyages autant que nécessaire pour arriver à cette valeur limite.

En fin de travaux sur l'ensemble des zones, un ultime contrôle libératoire après enlèvement des confinements sera réalisé par prélèvement atmosphérique avant restitution des locaux destinés à être démolis.



### 2.3. Travail demandé

Sur l'ensemble du bâtiment, il est demandé de remplacer les menuiseries extérieures listés au plan ci-annexé par des menuiseries aluminium double vitrage. Une dépose soignée des ébrasements intérieurs et menuiseries sera nécessaire afin de bannir toute dégradation sur les ouvrages annexes.

Ci-dessous la liste des travaux de menuiserie extérieure :

- Dépose et évacuation des menuiseries aluminium existantes
- Reprise des redressements de tableaux au mortier
- Fourniture et pose de menuiseries aluminium conformément au DTU 36.5 – Pose comme à l'origine
- Réalisation des finitions extérieures par joint silicone translucide sur compribande
- Les vitrages des fenêtres de WC devront être équipés de film opaque et façon à supprimer tout vis-à-vis
- Des volets roulants devront être prévus (voir selon plan) avec le caisson de volet intégrer dans le contre linteau
- Les commandes de volets seront motorisées et à créer au besoin
- Dans le cas où les volets roulants ne peuvent être installés, le châssis devra être équipé d'un store extérieur aux endroits nécessaires
- La dépose des barreaudages présents
- La reprise des soffites y compris finitions
- La création de soffites pour les châssis concernés.

Les châssis devront être déposés que si le nouveau châssis est prêt à être installé.

### 2.4. Caractéristiques techniques menuiseries

Les menuiseries devront présenter les caractéristiques suivantes :

- Aluminium à rupture de pont thermique
- Pose en applique ou tunnel selon cas (voir plan et nomenclature)
- Châssis avec grille d'entrée d'air dans la traverse haute des menuiseries, du type NICOLL, ALDES ou équivalent
- Profils extrudés en alliage aluminium
- Thermo-laquage sous label qualicoat ; revêtement en poudre polyester polymérisée
- Coloris RAL 1015 intérieur extérieur
- Système de manœuvre laqué RAL 1015
- 2 vantaux à ouverture intérieure + imposte fixe vitrée,
- Ouvrant minimal à chant clippé
- Ferrage par 4 paumelles, ouverture de type oscillo-battante ou coulissant suivant le type
- Vitrage de type feuilleté stadip 4/16/44.2 avec remplissage argon ;
- Performance globale des menuiseries : facteur solaire Sw mini de 0.45 ; Uw maxi de 1.3 W/m<sup>2</sup>.K ; transmission lumineuse TLw de 60%
- Volets roulants à voir selon plans

La quincaillerie sera de 1<sup>ère</sup> qualité, et conforme aux normes d'essai NF.P.20.302 et 20.501, à la norme de protection contre la corrosion NP 24.351 et parfaitement adaptée au type de menuiserie et suivra les prescriptions des documents techniques de mise en œuvre du fabricant. La visserie sera en acier inoxydable. Les quincailleries devront être adaptées aux dimensions et aux poids des organes. L'entreprise sera soumise à la présentation d'échantillons. Les poignées, béquilles, verrous et accessoires seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Le détail des châssis est à retrouver dans les annexes jointes au présent marché.

Il sera demandé au titulaire de réaliser un relevé précis et ne pas se baser sur les annexes uniquement.

Le titulaire devra fournir, avant mise en œuvre, l'ensemble des fiches techniques, procès-verbaux d'essais et certifications attestant de la conformité des menuiseries aux performances exigées.

Les ouvrages seront couverts par une garantie fabricant et une garantie de pose, conformément aux dispositions légales en vigueur.

### 2.5. Lucarne :

Au R+3, certains châssis font partie intégrante de la charpente et office de support pour les chéneaux zinc.



Le titulaire devra le remplacement des châssis situés dans les combles de type « lucarne » qui comprendra :

- La dépose de l'ancien châssis
- La réfection des bois de charpente au pourtour du châssis si nécessaire
- La réfection de l'étanchéité
- L'installation du nouveau châssis

Les peintures de boiseries suite au remplacement du châssis seront à la charge du présent lot.

## 2.6. Clés :

A la charge du présent lot pour l'ensemble de ces ouvrages décrits dans les annexes. L'entrepreneur du présent lot se mettra en rapport avec l'atelier serrurier (interne au CHV) pour la mise en combinaison des serrures des portes extérieures en passe partiel et passe partout. L'entrepreneur fera son affaire de la remise des clés au maître de l'ouvrage le jour de la réception des travaux à raison de 5 clés par serrure. Les trousseaux seront étiquetés, chaque clé comportant la désignation de la porte à laquelle elle correspond.

## 2.7. Normes handicapés physiques :

Les travaux devront respecter les normes d'accessibilité vis à vis des personnes à mobilité réduite.

# 3. Prescription maîtrise d'ouvrage

## 3.1. Protection des existants, mise en sécurité du chantier

Le titulaire du présent lot devra réaliser des protections des existants et baliser les zones chantier et stockage.

Le nettoyage de fin de chantier devra permettre de retrouver toutes les parties concernées ou non par les travaux, tel qu'à l'origine avant chantier. Seront à nettoyer les abords et accès du chantier, la toiture et les menuiseries du bâtiment.

Néanmoins, il conviendra de laisser accessibles les entrées et sorties pour le bâtiment qui restera en service durant cette prestation.

## 3.2. Moyens techniques

Le titulaire du lots aura à sa charge les moyens de manutention nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, mais aussi la mise en place des panneaux de signalisation, des panneaux de chantier, ....

L'entrepreneur doit assurer à ses frais et pendant toute la durée du délai de garantie tous les réglages et toutes les mises au point nécessaires de façon à assurer le bon fonctionnement de l'ensemble de ses ouvrages.

## 3.3. Gestion des déchets

Tous les déchets générés par le chantier seront évacués par le titulaire du lot pendant le chantier. La mise en place de benne pourra s'effectuer sur le site après accord avec le maître d'ouvrage.

Il est rappelé que les déchets de chantier de toutes natures feront l'objet d'un tri sélectif. L'entreprises chargée des travaux de démolition et de dépose assurera le tri et l'évacuation de ses déchets et gravois de toutes natures dans les décharges adaptées compris tous frais de tri, de transport et de décharge. Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au Maître d'ouvrage.

Les déchets « quotidien » liés à la vie du chantier devront également être évacués par le titulaire du lot selon le tri sélectif en vigueur au sein du Centre Hospitalier, communiqués en début de chantier.

Il est à noter que brûler les déchets sur chantier est interdit (loi 61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992), de même qu'abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient.

**ATTENTION** : Certains déchets liés au chantier seront à évacuer directement par les entreprises spécialisées, à savoir :

- Les menuiseries comportant des joints amiantés seront proprement stockées sur site pour être évacuées par l'entreprise responsable du désamiantage



Il est demandé de reconditionner l'ensemble des châssis non amianté par le titulaire du présent lot.

### 3.4. Base vie

L'installation d'une base vie comprenant vestiaire, réfectoire et sanitaires est à la charge du titulaire du lot. Les raccordements de la base vie en eau, électricité et évacuations seront à la charge de l'entreprise. Les dépenses relatives aux consommations d'eau et d'électricité seront prises en charge par le centre hospitalier\*.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes mettra à disposition une zone située au RDJ du bâtiment, des locaux pour l'installation de la base vie.

L'ensemble des installations et ouvrages sont prévus pour la durée totale des travaux, et ce pour l'ensemble des prestations de tous les corps d'état de la présente opération. Les installations dans leur ensemble seront réalisées en matériels neufs et devront être conformes aux dispositions réglementaires les régissant, notamment l'ensemble des décrets régissant et définissant les mesures à prendre en matière de Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.). L'installation respectera les règles d'hygiène et de sécurité et devra être validée par la maîtrise d'ouvrage.

### 3.5. Précisions particulières

Les prix du marché sont déterminés en tenant compte de toutes sujétions et notamment :

- L'obligation rigoureuse d'employer une main d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix.
- Le respect des instructions du maître d'ouvrage sur les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le stockage des matériaux et matériels.
- L'interruption de travail consécutive au fonctionnement ou à l'exploitation de l'édifice avec, pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner le service, il pourra être demandé de changer de zone de travail si nécessaire.
- Des protections de toutes natures contre les émanations de gaz/vapeurs et poussière.
- La mise en œuvre des moyens nécessaires pour le maintien du planning

Selon les nécessités des services, l'entreprise pourra devoir adapter sa zone de travail dans un autre secteur selon les besoins.

## 4. Moyens mis à disposition :

Pendant toute la durée du marché, le Centre Hospitalier de Valenciennes assure au prestataire la fourniture de l'énergie courante nécessaire aux travaux (eau, électricité). Pour les travaux nécessitant une fourniture d'énergie important, l'entrepreneur devra effectuer une demande au chargé d'opération au moins 72h avant le début des travaux.